

A portrait of Salomé Berlioux, a woman with long brown hair, wearing a dark blue blazer over a light blue shirt. She is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background is a blurred green wall of foliage.

Salomé Berlioux
présidente et fondatrice
de l'association Chemins d'avenirs

Quel avenir pour la jeunesse périphérique ?

Présidente et fondatrice de l'association Chemins d'avenirs, Salomé Berlioux est également co-auteure avec Erkki Maillard de l'essai « *Les Invisibles de la République* », un ouvrage qui décrit les nombreux obstacles que connaissent les jeunes des campagnes et des petites villes pour préparer leur avenir. Elle revient sur les nombreux enjeux de son engagement.

Union Sociale : Publié en janvier dernier, votre ouvrage, « *Les Invisibles de la République* », a rencontré un vrai succès. Comment expliquez-vous un tel engouement ?

Salomé Berlioux : La question des jeunes vivant en milieu rural et dans les petites villes, dont parle le livre, interpelle sans doute car elle n'a jamais été traitée et concerne pourtant 60 % des jeunes. Tout le propos de notre ouvrage est de dire que ce problème de fracture territoriale concerne des

millions de jeunes Français et qu'il demeure pourtant dans l'angle mort des politiques publiques. D'autre part, je pense que ce sujet fédère et attire l'attention de tous, même des citadins, car la plupart d'entre eux ont des racines ailleurs en France ou comptent parmi leurs proches des gens qui vivent dans des territoires plus périphériques. Enfin, il est probable que le livre n'aurait pas eu autant de visibilité sans la crise des gilets jaunes, qui a évidemment cristallisé toutes ces problématiques.

Union Sociale : On parle beaucoup de la jeunesse des villes. Pourquoi la question de la jeunesse des campagnes est-elle aussi peu traitée ?

Salomé Berlioux : Les jeunes dont nous parlons vivent loin des grandes métropoles. Ils sont forcément moins visibles. C'est une jeunesse qui est à la fois plus éloignée et plus silencieuse. Elle n'exprime que très rarement son désarroi et quand il se manifeste, c'est par de l'anxiété, plus que par de la

colère. Par ailleurs ces jeunes sont éclatés sur l'ensemble du territoire. On ne les imagine pas comme un tout, ce qui explique sans doute la difficulté des pouvoirs publics à appréhender leur singularité, d'autant plus que l'État ne les fait rentrer dans aucune catégorie.

Union sociale : De nombreux jeunes ayant grandi en périphérie des grandes villes ont une vraie soif de mobilité sociale, mais ils se heurtent à toutes sortes de difficultés. Quelles sont-elles ?

Salomé Berlioux : Ce qui fait la spécificité de ces jeunes, c'est l'accumulation des obstacles qu'ils rencontrent. Être jeune peut déjà être en soi anxiogène, d'où que l'on vienne, car l'avenir est bien souvent flou, mais ici, il s'agit bien d'une addition de difficultés. Aux fragilités économiques et sociales potentielles, s'ajoutent l'isolement géographique, l'assignation à résidence, car matériellement cela peut être compliqué de s'éloigner de son territoire, alors que les opportunités académiques, culturelles ou professionnelles, se situent souvent plus loin. Pour les jeunes de ces territoires, il y a parfois un déterminisme social, mais à celui-ci, s'ajoute un déterminisme géographique. Dans ce cas-là, c'est bien la double peine. Si vous êtes fils d'ouvrier dans le cœur de Lyon et que vous souhaitez devenir architecte ou ingénieur, vous aurez de vraies possibilités pour atteindre votre objectif en allant à 15 minutes de chez vous dans un centre d'orientation pour obtenir de l'information ou en vous rendant dans un salon où vous pourrez échanger avec des professionnels ou des étudiants. Surtout, si vous êtes un bon élève, vous pourrez suivre une prépa car la ville en est dotée et vous pourrez réaliser toutes vos études en restant vivre chez vos parents, ce qui reviendra beaucoup moins cher à votre famille. Mais pour un fils d'ouvrier qui grandit dans un village des Vosges et qui poursuit les mêmes objectifs, tout ceci apparaît beaucoup plus complexe.

Union sociale : Vous évoquez également la fracture digitale qui est bien souvent un obstacle dont on parle peu...

Salomé Berlioux : La plupart des habitants des villes considèrent qu'Internet est un acquis, accessible à tous. Mais quand on regarde d'un peu plus près la situation des campagnes, on s'aperçoit qu'il existe une vraie fracture technique, puisqu'un grand nombre de territoires demeurent sous-équipés. À cette fracture technique s'ajoute une fracture sociale et culturelle. Les jeunes de ces territoires n'auront pas forcément les mêmes usages d'Internet que des jeunes citadins ultra-connectés. Et surtout : s'ils finissent par accéder aux informations grâce à Internet, le numérique offre-t-il des solutions pratiques contre les obstacles financiers et de mobilité ?

Union Sociale : Au-delà de la situation objective de ces jeunes, vous évoquez également un phénomène d'autocensure. Comment pourrait-on le décrire ?

Salomé Berlioux : L'autocensure consiste à se dire : telle ou telle voie m'est interdite, n'est pas faite pour moi, car je suis né dans cette petite ville ou ce village. Je ne peux pas rêver d'être journaliste ou médecin, car j'ai grandi ici, car personne autour de moi ne l'a fait. Ce sont des freins psychologiques extrêmement puissants qui sont internes, mais qui se transmettent aussi, parfois, par des parents qui peuvent dire à leurs enfants : « cette voie-là n'est pas faite pour toi » ou



© Françoise Stjepovic

« Pour les jeunes de ces territoires, il y a parfois un déterminisme social, mais à celui-ci, s'ajoute un déterminisme géographique. »

« c'est trop compliqué ou trop cher de t'envoyer faire de telles études ». Les jeunes de milieu rural sont particulièrement victimes de ces processus, même si ce phénomène n'est évidemment jamais une fatalité.

Union sociale : Quelles sont les conséquences de toutes ces barrières sur ces futurs citoyens et sur la cohésion sociale ?

Salomé Berlioux : Ce phénomène de déterminisme territorial a plusieurs conséquences, tant sur le plan individuel que collectif. D'un point de vue individuel, il va empêcher des millions de jeunes de pouvoir s'accomplir, de réaliser leur potentiel et de trouver un métier qui les rendra tout simplement heureux. Et puis collectivement, le phénomène peut également être générateur de frustrations et parfois de colère. Il est évident que cette situation a des conséquences économiques, sociales et politiques qui peuvent être désastreuses, notamment pour la cohésion sociale de notre pays.

Union Sociale : Quelles sont les politiques publiques à envisager pour lutter contre ce déterminisme ?



Présentation de la débatteuse

Salomé Berlioux a grandi dans l'Allier et la Nièvre. Diplômée du master Affaires publiques de Sciences-Po Paris, et du master « De la Renaissance aux Lumières » commun à l'École normale supérieure et à la Sorbonne, elle a été chargée de mission à la présidence de la République, consultante dans un cabinet de conseil stratégique en communication, avant de rejoindre le cabinet du ministre des Affaires étrangères comme conseillère discours et prospective. Elle est fondatrice et présidente de l'association Chemins d'avenirs depuis 2016.

▷ **Salomé Berlioux** : Je crois que la première des étapes est de regarder la situation en face et d'admettre que les jeunes qui grandissent dans ces territoires ont du potentiel, sont très nombreux, et ne sont pas dans les mêmes conditions de départ que les autres pour réaliser leur projet. Il faut ensuite mettre en place des dispositifs qui s'adressent directement à ces jeunes. Plus de 30 000 stages de 3^e ont été créés l'année dernière à destination des jeunes vivant dans les quartiers de la politique de la Ville. Ce modèle n'existe toujours pas pour les jeunes ruraux, alors qu'il serait relativement simple de le dupliquer. Pour la plupart, ces derniers réalisent leur stage à la boulangerie ou au garage du coin, en raison justement des problèmes de mobilité ou du manque de réseau familial. Il n'est pas inutile non plus de penser à un renforcement des politiques de l'internat pour permettre à ces jeunes d'être logés s'ils réalisent des études loin de chez eux. Un autre axe serait également de créer un écosystème de réussite en permettant aux porteurs d'initiatives en direction de ces jeunes, que ce soit du côté des entreprises, des associations, mais également de l'Éducation nationale, de mieux travailler ensemble sur un territoire donné. Dans cette optique, l'État doit sans doute jouer un rôle de catalyseur pour fédérer et coordonner toutes ces initiatives.



© Françoise Stjepovic

« L'autocensure consiste à se dire : telle ou telle voie m'est interdite, n'est pas faite pour moi, car je suis né dans cette petite ville ou ce village. »

Mettre fin au déterminisme géographique

Une des principales vertus du premier ouvrage de Salomé Berlioux et d'Erkki Maillard est bien de mettre de la lumière et de la réalité humaine sur un phénomène dont on ne parle pas : les difficultés de mobilité géographique et sociale de millions de jeunes qui naissent et vivent loin de grandes villes et de toutes les opportunités qu'elles peuvent offrir. Mais il serait faux de dire que « Les invisibles de la République » se limite au simple constat de cette triste réalité. Les deux auteurs n'hésitent pas en effet à décortiquer, chiffres à l'appui, les différents mécanismes qui conduisent à la mise au ban de la jeunesse périphérique. L'ouvrage évoque également de nombreuses pistes d'action au sein desquelles les acteurs présents dans les territoires, la société civile en tête, ont un vrai rôle à jouer pour mettre fin à ce déterminisme géographique.

Pour plus d'informations : **Les Invisibles de la République, de Salomé Berlioux et d'Erkki Maillard, éditions Robert Laffont, 215 pages, janvier 2019.**

Union Sociale : Vous avez souhaité créer Chemins d'avenirs pour accompagner ces jeunes. Quelles sont les principales activités de votre association ?

Salomé Berlioux : Nous avons créé cette association en 2016. Nous accompagnons à l'heure actuelle plus de 500 jeunes de milieu rural ou issus de petites villes qu'ils soient collégiens, lycéens ou étudiants. L'année prochaine, ce chiffre devrait doubler. Nous nous appuyons sur trois leviers d'action indépendamment des critères de notes ou des critères sociaux, mais en nous fondant seulement sur la motivation. Tout d'abord, un parrainage individualisé. Chaque jeune a un parrain à ses côtés durant 18 mois renouvelables. Nous nous appuyons sur des parrains qui ne vivent pas dans les mêmes lieux que les jeunes pour favoriser leur mobilité géographique à venir et les inciter à faire du numérique (mail, Skype, visio-conférence...), une force dans leur parcours. Nous développons également des outils d'aide à la réussite, comme des offres de stage, des ateliers d'empowerment dans les établissements ou des programmes de prise de parole en public. Le troisième levier

est ce fameux écosystème que nous essayons de créer au sein des territoires pour tisser des liens entre tous les acteurs qui agissent au profit des jeunes.

Union sociale : Plus globalement, quelle place de la société civile pour répondre aux besoins de ces jeunes ?

Salomé Berlioux : Depuis trois ans et la création de Chemins d'avenirs, je suis émerveillée par le nombre d'acteurs qui sont prêts à mettre la main à la pâte pour accompagner ces jeunes. Les associations, qu'elles soient grandes ou petites, investies spécifiquement dans le domaine de l'égalité des chances ou sur des sujets plus vastes comme le handicap, l'égalité hommes-femmes ou l'environnement, ont un rôle majeur. Tous ces acteurs font de la politique sans faire de la politique, au sens partisan du terme, et c'est une très bonne chose car la question de la jeunesse doit dépasser les clivages. Il s'agit de notre avenir et il nous concerne tous. ●

Propos recueillis
par Antoine Janbon